

Abdelhak Lamiri : «Nous avons perdu beaucoup de temps...»

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Eau potable à Béjaïa
100 milliards pour le renouvellement de la conduite principale



Tout en affirmant : «Nous n'avons aucune ambition politique»

Gaid Salah «admiratif» de la relation entre le peuple et l'Armée

Les candidats des abstentionnistes

Par Mohamed Habili

Bien qu'elle ne soit encore qu'à ses débuts, la campagne pour la présidentielle du 12 décembre présente un ou deux aspects qu'il n'est peut-être pas sans intérêt de relever. Il y a d'abord ce fait, dont on peut penser qu'il se corrigera par la suite, que les cinq candidats en lice n'ont pas fait montre d'une égale présence dans les médias. Cette inégalité en termes d'exposition médiatique est probablement due au fait que les candidats ne partent pas du même point, quoi qu'on fasse pour qu'il en soit ainsi, compte tenu de la différence de leur parcours et de la réputation qui s'y attache. A cet égard, Ali Benflis et Abdelmadjid Tebboune, disposent d'une avance sur leurs trois autres compétiteurs, pour la bonne et simple raison qu'ils sont plus connus, ayant plus longtemps exercé des responsabilités, et de plus élevées. Cela fait qu'en ce début de campagne, l'attention du public se porte naturellement plus sur eux que sur les autres. Pour autant, il reste suffisamment de temps à ces derniers pour faire en sorte d'être aussi visibles et audibles qu'eux. Or, ce n'est pas là le seul point commun qu'il y a entre Benflis et Tebboune. Il en est un deuxième, et qui risque davantage de les confondre dans l'esprit des électeurs, au préjudice de l'un comme de l'autre d'ailleurs. C'est que les deux ont jusque-là fait campagne moins pour gagner les voix de l'ensemble des Algériens que de ceux d'entre eux qui se reconnaissent dans ce qu'on appelle le hirak.

Suite en page 3

Au troisième jour de campagne

Les candidats exposent leurs priorités

- **Tebboune : révision de l'actuelle Constitution**
- **Benflis : programme d'urgence nationale**
- **Mihoubi : mettre en œuvre les articles 7 et 8 de la Constitution**



PH/D. R.

Les cinq candidats en lice pour l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, entamée dimanche, veulent relever le défi de convaincre les Algériens d'aller voter pour préserver le pays. La tâche n'est pas aisée, d'autant qu'ils devraient affronter la rue qui grogne depuis le 22 février dernier, rejetant toute élection organisée sous le système actuel.

Lire page 2

Une nouvelle filière en quête d'accompagnement

La culture du champignon en vogue à Tizi-Ouzou

«D'un univers à un autre»

Nouvelle exposition de Khaled Rochdi Bessaih

Au troisième jour de campagne

Les candidats exposent leurs priorités

■ Les cinq candidats en lice pour l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, entamée dimanche, veulent relever le défi de convaincre les Algériens d'aller voter pour préserver le pays. La tâche n'est pas aisée, d'autant qu'ils devraient affronter la rue qui grogne depuis le 22 février dernier, rejetant toute élection organisée sous le système actuel.

Par Louiza Ait Ramdane

Au troisième jour de la campagne, les candidats exposent leurs promesses, engagements et propositions pouvant offrir aux Algériens une opportunité de sortir de la crise actuelle. L'enjeu de cette campagne électorale est de trouver la manière de convaincre les citoyens de voter. A noter que les panneaux prévus par les communes pour afficher les portraits des cinq postulants sont à l'heure actuelle vides et les déplacements des candidats nécessitent le renforcement du dispositif sécuritaire. Deux des principales promesses des candidats sont celles de l'édification d'une nouvelle République et la lutte contre la corruption.

Tebboune : révision de l'actuelle Constitution

Le candidat indépendant à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, Abdelmadjid Tebboune, a promis hier, à Béchar, la révision de l'actuelle Constitution et de la loi électorale, selon les revendications du hirak populaire. Le prétendant à la magistrature suprême promet la révision de l'actuelle loi électorale pour donner la chance aux jeunes et lutter contre le phénomène de l'utilisation de l'argent pour influencer sur le processus électoral.

Tebboune a insisté sur la

tenue de l'élection présidentielle, appelant à une participation massive pour l'élection d'un président de la République légitime qui opérera le changement et la réforme. Il a estimé que la non-tenue de cette échéance électorale entraînera le pays dans une impasse, aux conséquences imprévisibles. Tout un chacun est tenu d'assumer ses responsabilités, selon lui. Il a appelé, dans ce sens, à sensibiliser les citoyens à l'importance de l'élection présidentielle du 12 décembre prochain et à l'exercice de leur droit de vote pour sauver le pays. A noter que dans l'après-midi, Tebboune devait animer un meeting dans la wilaya de Naâma.

Benflis : programme d'urgence nationale

Animant un meeting populaire à El Oued, Ali Benflis, président du parti Talaïe El Houriet, a appelé ses opposants et les réticents à l'élection à une parole commune et au dialogue, en vue de trouver une issue à la crise que traverse le pays, refusant tout lien avec l'ancien système qu'il avait rejeté dès le deuxième mandat de l'ex-président. Affirmant que l'Algérie ne peut être édiflée par les injures mais en étant à l'écoute des autres, le prétendant à la présidentielle a affirmé qu'il a accepté de s'engager dans la vie politique, avec toutes les difficultés



PHOTO: R.

qui la caractérisent, tout en restant ouvert sur les idées de ceux qui ne lui sont pas favorables, mais refuse, cependant, de recevoir des leçons de nationalisme. Par ailleurs, M. Benflis a présenté son programme d'urgence nationale visant la modernisation politique et économique, lequel prévoit, dans son volet politique, la protection de l'opposition et l'activation de son rôle, la consécration de la liberté de presse publique et la libéralisation de la presse privée, dans la mesure du possible et sans complexe, en lui garantissant le droit à la publicité publique. Ce programme s'articule également autour de la consécration du

principe de reddition des comptes et l'édification d'une économie nationale reposant sur un nouveau modèle conciliant efficacité de l'économie de marché et caractère social de l'Etat, a-t-il poursuivi. S'il est élu président, M. Benflis s'engage à se soumettre au contrôle de la Cour des comptes après expiration de la première année de son mandat présidentiel. Le candidat a précisé que son programme accordait une importance extrême aux cadres qui sont, selon lui, un fort investissement pour la pérennité de l'Etat, d'où la nécessité de les protéger, ainsi que les catégories vulnérables.

Mihoubi : mettre en œuvre les articles 7 et 8 de la Constitution

Azzedine Mihoubi, SG par intérim du parti RND, qui a animé un meeting à Médéa, a déclaré que les élections ne sont pas une invention, mais consistent à mettre en œuvre les articles 7 et 8 de la Constitution tels que réclamés par le peuple. Il a précisé que le fléau de la bureaucratie a, selon lui, créé la méfiance entre le peuple et les responsables. Dans l'après-midi, Abdelaziz Belaid devait animer un meeting à Relizane et Abdelkader Bengrina un autre meeting dans la wilaya de Boumerdès. L. A. R.

Tout en affirmant : «Nous n'avons aucune ambition politique»

Gaid Salah «admiratif» de la relation entre le peuple et l'Armée

S'exprimant depuis Ouargla, quatrième Région militaire, où il a entamé hier une visite de travail et d'inspection, le vice-ministre de la Défense, Ahmed Gaid Salah, a affirmé que l'objectif de l'armée est national. Dans un discours prononcé devant les cadres de l'Armée, il a encore rappelé la position de l'institution militaire indiquant : «Nous n'avons aucune ambition politique et nos objectifs ne sont autres que nationalistes, des objectifs pour le bien de l'Algérie et de son peuple». Selon le général de corps d'Armée, l'ANP agit «concrètement, et non avec des paroles, lorsqu'il s'agit du peuple algérien». «Notre attitude envers notre peuple est toujours basée sur l'action et le travail et non pas uniquement sur les paroles. En effet, nous estimons, au sein de l'Armée nationale populaire, que les paroles sincères sont celles qui se concrétisent réellement sur le terrain, celles que les citoyens perçoivent leur sincérité et ressentent leur fidélité et dévouement», a-t-il déclaré. Il a exprimé, dans ce sens, «son admiration» de l'élan populaire qui s'est propagé à travers tout le pays pour exprimer «la forte adhésion du peuple autour de son armée, et l'appel à se diriger massivement aux urnes le 12 décembre prochain pour faire réussir l'élection présidentielle», a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Le peuple algérien a pu réaliser, grâce à sa prise de conscience, son



accoutumée ingéniosité et son sens patriotique illustre, à travers les marches populaires fidèles à leur patrie et appuyant son armée et son commandement nationaliste moudjahid, les intentions de ces parties haineuses que la cohésion du peuple avec son armée dérange tant», a dit le général de corps d'Armée, Gaid Salah, ajoutant que «ces ennemis ont compris que l'authentique ligne de conduite fidèle à la glorieuse Révolution

de Novembre, est la ligne de conduite qui récolte victoire après victoire». «La vérité s'élève au-dessus de tous et rien ne peut s'élever au-dessus d'elle, et le dernier mot reviendra toujours aux hommes libres et dévoués qui ont su préserver le serment des vaillants chouhada et qui se tiennent en rempart face à ceux qui ont causé cette crise, parmi la bande et ses inféodés qui ont perdu tout lien avec le peuple algérien et toute relation avec son histoire et ses

principes patriotiques authentiques», a-t-il soutenu, précisant que «ceux-là mêmes qui ont eu la réponse adéquate et appropriée de la part du peuple algérien à travers tous les recoins du pays, ce peuple qui a démontré, qui démontre encore et démontrera à l'avenir, que c'est un peuple fidèle, de par sa nature et sa spontanéité, envers ceux qui le protègent et qui sont proches de lui, à chaque fois que les épreuves deviennent plus rudes». «Béni soit ce peuple noble qui défend avec force l'Armée nationale populaire», a déclaré le vice-ministre de la Défense. «La cohésion entre le peuple et l'Armée est une cohésion indissociable et intime soudée. C'est là que réside le triomphe pour l'Algérie et la déperdition immédiate de ses ennemis», a insisté le général de corps d'Armée dans ce cadre. «Nous sommes fiers de cette adhésion et de cette cohésion sincère», a affirmé Gaid Salah, ajoutant : «Nous confirmons également ce que nous avons dit auparavant, lors d'occasions précédentes, à propos de ce peuple dévoué, jaloux pour son pays, que nous avons si bien connu durant la glorieuse Révolution de Libération et durant la lutte contre le terrorisme, j'ai dit que tout ceci s'est concrétisé sur terrain à travers ces marches populaires spontanées soutenant l'Armée nationale populaire et la tenue des présidentielles».

Meriem Benchaoua

39^e marche des étudiants

La rue algérienne n'abdique pas

■ Pour la libération des détenus d'opinion, pour une justice indépendante, pour le boycott de l'élection présidentielle, pour l'application des articles 7 et 8 de la Constitution, des milliers de manifestants (étudiants et citoyens) ont gagné les différentes rues du pays pour le 39^e mardi.



PH. Soraya J. A.

Par Thinhinene Khouchi

Pas de marche-arrière pour les manifestants. Rien ne semble stopper le mouvement pacifique de milliers de citoyens. En effet, malgré une pluie battante et un froid vif, les étudiants rejoints par un nombre incalculable de citoyens ont gagné la rue dans plusieurs wilayas du pays pour le 39^e mardi consécutif. Sous des slogans de «had el hirak wajeb watani, makanch el vote maa el issaba, el chaab yourid el istiklal, djazaer hora démocratya...» (ce hirak est un devoir national, il n'y aura pas de vote avec la issaba, le peuple veut l'indépendance, Algérie libre et démocratique),

les manifestants se sont rassemblés tôt hier matin à la place des Martyrs. Lors de cette nouvelle journée de mobilisation les marcheurs ont réitéré les mêmes revendications brandies depuis le début du hirak, appelant au changement et au départ des symboles de l'ancien système. Les marcheurs étaient encadrés par un dispositif sécuritaire moins imposant que les marches précédentes. Les manifestants, déterminés plus que jamais à poursuivre leur mouvement, ont scandé des slogans à travers lesquels ils ont appelé à l'annulation de l'élection présidentielle prévue pour le 12 décembre. Ils ont aussi appelé les citoyens à boycotter cette

élection car «les candidats font partie des symboles de l'ancien système», nous confient les manifestants, scandant «makanch intkhatabe» (il n'aura pas d'élections). Ils ont aussi dénoncé l'approbation de la loi sur les hydrocarbures scandant «baatou leblad yal khawana» (vous avez vendu le pays, traîtres) ou encore «à la poubelle kanoun el mahroukat» (à la poubelle la loi sur les hydrocarbures), «ntouma baatouha n hna nrej3ouha» (vous avez vendu le pays, nous le récupérons). Marchant vers le centre-ville de la capitale, les marcheurs ont appelé au changement et à l'édification d'un Etat de droit, ainsi qu'à l'indépendance de la justi-

ce. Ils exigent en outre «l'application des articles 7 et 8 de la Constitution» et la libération des détenus d'opinion. Des marches similaires ont eu lieu partout sur le territoire national, à Béjaïa, Oran, Constantine, Sétif. À Béjaïa, un rassemblement de plusieurs personnes s'est tenu devant le siège de la daïra en signe de protestation contre la prochaine présidentielle. La ville de Tichy, à 10 km à l'est de la ville de Béjaïa, a même été paralysée par une grève générale au lendemain de la répression par la police d'un rassemblement contre les élections. Notons que ces marches coïncident avec la campagne électorale lancée dimanche dernier. **T. K.**

Recouvrement de l'argent détourné à l'étranger

Abdelhak Lamiri : «Nous avons perdu beaucoup de temps...»

Récupérer les fonds publics détournés, un engagement pris par les cinq candidats à la présidentielle du 12 décembre. Un engagement possible mais qui ne recouvrera qu'une partie infime des sommes colossales détournées et placées à l'étranger. La raison est que «nous avons perdu beaucoup de temps», déplorera le docteur en économie Abdelhak Lamiri qui intervenait hier sur cette question à la Radio nationale.

A ce titre, évaluant à quelque 500 milliards de dollars le montant des détournements financiers opérés au cours des dix dernières années, le D' Lamiri dira, lors de l'émission «L'Invité de la rédaction» de la Chaîne 3 de la Radio nationale, qu'«il n'est possible de récupérer qu'une partie, mais pas tout». «Nous sommes déjà très en retard. Nous avons perdu beaucoup de temps, on risque de le payer cher en perdant une grosse partie de ces ressources», dira-t-il. Dans ce contexte, soulignant que «la plupart des pays qui ont réussi dans le recouvrement de l'argent



détourné ont fait très vite», il évoquera les expériences faites en Tunisie et en Egypte. Ainsi, en Egypte durant la révolution anti-Moubarak, près de 90 % des ressources détournées ont été récupérées parce que les comptes à l'étranger de Moubarak, de sa famille, de ses amis, ont été immédiatement bloqués, a-t-il rappelé. Idem pour la Tunisie, qui en un mois a récupéré les ressources issues de la corruption, placées dans des banques

étrangères, alors que «nous, jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'actions dans ce sens, ce qui est très grave». «Il faut le faire très rapidement car plus on attend, plus les ressources vont être dirigées vers des paradis fiscaux et il sera extrêmement difficile de les récupérer», insistera-t-il. Selon l'économiste, l'urgence est telle qu'il ne faudrait pas attendre l'élection d'un président de la République et engager des actions «rapidement», «mainte-

nant» et «laisser le prochain président négocier avec les différents pays». Et ce, en plus de recourir à la coopération de l'organisme multi-gouvernemental agissant sous l'égide de l'ONU, qui, rappellera-t-il, «aide les pays placés dans la même situation, à récupérer leurs dus».

Au demeurant, selon lui, il s'agit de «bloquer les comptes, tant au niveau national qu'international, des personnes concernées, dont les hauts responsables de l'Etat et les chefs d'entreprises incarcérés». Toutefois, pour ces derniers, il préconisera de «bloquer uniquement une partie conséquente de leurs fonds afin de laisser une partie pour le fonctionnement de leurs entreprises». Interrogé sur les déclarations faites par certains postulants au Palais d'El Mouradia qui affirment savoir «où se trouve l'argent volé», Abdelhak Lamiri dira qu'effectivement on peut savoir certaines choses mais pas d'autres, évoquant notamment les biens acquis à l'étranger.

Lynda Naili

LA QUESTION DU JOUR

Les candidats des abstentionnistes

Suite de la page une

Quoi qu'ils aient pu dire dans leurs premiers meetings, ce qui en a disparu en tout premier lieu, c'est leur engagement à satisfaire les revendications du hirak. Or les hirakistes, si on peut dire, ne se rendront pas aux urnes le 12 décembre. Les deux candidats qui du fait de leur renommée partent avec une certaine avance sur leurs compétiteurs se rejoignent donc également en cela qu'ils courtisent des électeurs qui de toute façon vont non seulement s'abstenir mais boycotter l'élection. Une partie d'entre eux font déjà campagne pour que celle-ci ne se tienne pas, ou alors, pour que la participation y soit la plus faible possible. Chercher à convaincre des boycotteurs est une erreur d'approche qui risque de se payer cher le jour «j». Pour un candidat, donner le sentiment de chercher en premier à convaincre les hirakistes, qui probablement s'abstiendront massivement, c'est d'une certaine façon s'évertuer à déplaire aux électeurs qui eux sont décidés à se rendre aux urnes, et qui probablement ne sont jamais descendus dans la rue, sinon pour prendre sa température, ou pour satisfaire leur curiosité. Cette erreur commune à Tebboune et à Benflis, il semble qu'au moins Azzedine Mihoubi ne soit pas quant à lui en train de la commettre. S'il se garde bien de s'aliéner les hirakistes, après tout de possibles électeurs, ce n'est pas à eux qu'il semble s'adresser de préférence. A moins que Benflis et Tebboune ne s'avisent à temps qu'ils sont en train de courtiser des abstentionnistes convaincus, qui en tant que tels ne leur seront d'aucune utilité lors du scrutin, ils se préparent l'un et l'autre à une grande déception pour le soir du 12 décembre. Maintenant, il est vrai qu'à cet égard leur situation n'est pas exactement la même. Des deux, c'est le candidat Benflis qui tient le plus à se présenter comme le candidat du hirak. C'est-à-dire le candidat de ceux des Algériens qui pour la plupart ne voteront pas. Avec une telle campagne, c'est l'échec assuré. D'une façon générale, se réclamer du hirak est le plus sûr moyen de perdre l'élection, dans son premier tour comme dans son second, si un seul n'est pas suffisant pour départager les 5 candidats.

M. H.

Centre d'études et de recherche sur le terrorisme (Caert)

Poursuite des travaux de la 13^e réunion des Points focaux à Alger

■ Les travaux de la 13^e réunion des Points focaux du Centre d'études et de recherche sur le terrorisme (Caert) se sont poursuivis hier, à huis clos à Alger, avec à l'ordre du jour plusieurs débats et tables rondes autour de la thématique de lutte antiterroriste, des perspectives des points focaux, de la prévention et lutte contre l'extrémisme violent en Afrique.

Par Siham Gh.



La réunion des Points focaux du Caert a été ouverte, dimanche, par le directeur du Caert, Larry Gbevlo-Lartey, en présence du Commissaire de paix et de sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, du Représentant du ministère des Affaires étrangères, Haoues Riache, et des représentants de tous les pays membres du Caert. Au menu de la deuxième journée des travaux, plusieurs tables rondes et discussions entre les représentants des Etats membres du Caert, des échanges et des séances traitant de la thématique de lutte

antiterroriste, des perspectives des points focaux, de la prévention et lutte contre l'extrémisme violent en Afrique. Dans ce sillage, il est attendu à ce que les représentants des organismes internationaux, à l'instar de l'Onudc, Nato, Unctt, Misahel et Aripol, prendront la parole et exposeront les possibilités de coopération et de renforcement des capacités. La 13^e réunion des travaux des Points focaux a pour objectif, cette fois-ci, «l'analyse de l'état actuel du terrorisme

sur le continent, l'amélioration de la coordination dans la lutte antiterroriste et la détermination de la voie à suivre pour faire progresser les objectifs de lutte contre le terrorisme». Lors du premier jour des travaux de trois jours, le directeur du Caert et le Commissaire de paix et de sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, ont abordé dans leurs allocutions respectives la nécessité de doter le Caert d'avantage de moyens et l'obligation d'adapter la lutte antiterroriste en

permanence en Afrique. Les travaux de la 13^e réunion des Points focaux seront clôturés aujourd'hui, au terme desquels des recommandations opérationnelles seront élaborées. Ces dernières serviront, selon le directeur du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (Caert), Larry Gbevlo-Lartey, de feuille de route pour les pays africains dans leur lutte antiterroriste. Depuis sa création en 2004, le Caert a tenu 12 réunions de Points focaux au

cours desquelles des décisions très importantes en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme ont été prises. Ces réunions offrent également aux participants une plate-forme unique d'interaction, de partage d'expériences et de coopération. L'UA avait créé le Caert, dont le siège se trouve à Alger, pour coordonner les efforts individuels et collectifs interafricains pour faire face à la menace terroriste, à l'initiative de l'Algérie. S. Gh./APS

Une nouvelle filière en quête d'accompagnement

La culture du champignon en vogue à Tizi-Ouzou

La culture du champignon, particulièrement de la variété pleurote, fraîchement introduite dans la wilaya de Tizi-Ouzou, est une filière en quête d'accompagnement sur les plans organisationnel, du financement et de la formation pour se développer, de l'avis de pionniers de cette culture dans la région. Madani Ghiles de la commune de Fréha (Timizart), universitaire, est le premier à tenter l'expérience à Tizi-Ouzou. Passionné de myciculture, il s'est toujours intéressé à la production du champignon, particulièrement le pleurote, et s'est beaucoup renseigné sur le net sur les techniques de sa culture. En 2017, il soutient son master de fin d'études en management et entrepreneuriat sur le thème du pleurote, a-t-il indiqué à l'APS. Avant de se lancer dans

cette culture, il suit une formation d'une semaine, dans une unité de production de ce champignon en Belgique. «La première difficulté que j'ai rencontrée pour me lancer dans la production, est l'acquisition du mycélium. La culture de champignon étant une filière naissante et pas encore réglementée en Algérie, il est difficile de trouver des producteurs», a-t-il dit. Le fameux mycélium en main, il se lance dans la production dans des locaux spécialement conçus à cette culture hors sol, qui ne demande donc pas de disposer d'une parcelle de terrain, et qui est par conséquent très adaptée à une région montagneuse comme Tizi-Ouzou où le foncier agricole est rare, a observé ce même producteur. En plus de la culture du champignon, Madani Ghiles, produit aussi son

propre mycélium pour pouvoir pérenniser son activité et la continuité de son unité de production «champiBio» basée à Fréha. Quant à sa production de pleurotes, elle est directement vendue à des restaurants, en attendant que la filière se développe davantage et que le consommateur s'habitue à ce produit nouveau, a souligné Madani. Actuellement, la culture du pleurote se développe timidement dans la wilaya de Tizi-Ouzou et le nombre de ceux qui produisent ce champignon se compte sur les doigts d'une seule main. L'APS a rencontré trois d'entre eux, deux hommes dont un produit du mycélium et une jeune femme de Ain El Hammam qui cultive aussi le champignon king, et qui se sont lancés dans cette filière depuis environ une année, pro-

duisant entre 40 et 50 kilos de champignon chacun. Les principales difficultés évoquées par ces champignonnistes sont celles liées à une filière naissante, à savoir l'absence de cette culture dans la nomenclature des filières agricoles, la réticence des dispositifs d'aide à la création d'emplois et le manque d'information sur cette culture en hors sol, de certains acteurs du secteur qui devraient les accompagner, ont expliqué les producteurs rencontrés par l'APS. Pour contribuer au développement de cette filière dans la wilaya de Tizi-Ouzou, l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (Itmas) de Boukhalfa (banlieue ouest de Tizi-Ouzou) a organisé dernièrement une session de formation sur la culture des pleurotes au profit d'une trentaine d'agricul-

teurs des wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaïa, Bouira et Boumerdès. Alors qu'une autre aura lieu en janvier prochain au profit des cadres du secteur, a-t-on appris de la responsable de la cellule de conception des programmes, M^{me} Hini Nadia. Madani Ghiles, qui a assuré cette formation, a donné des conseils pratiques pour la culture du pleurote. Il a détaillé les différentes étapes, depuis la mise en incubation du mycélium jusqu'à la récolte. L'incubation, qui dure entre 15 et 20 jours, exige une salle sombre, une température de 22 °C et un taux d'humidité d'environ 85 %, a-t-il expliqué. La fructification, quant à elle, exige d'autres conditions dont un choc thermique, un éclairage le jour, une bonne oxygénation. Le diamètre du champignon doit être entre 10 à 15 cm pour être récolté, au-delà de 15 cm il devient fibreux, un sas contenant environ 200 gr de mycélium et donnant entre 1 kg à 1,2 kg de pleurotes, a ajouté M. Madani qui a insisté sur l'importance de la stérilisation tout au long du processus de production et le port d'un masque pour se protéger contre les spores.

Transport ferroviaire

Inauguration aujourd'hui d'une nouvelle desserte reliant Alger à Tébessa

Une nouvelle desserte ferroviaire reliant Alger à Tébessa sera lancée aujourd'hui par la Société nationale des transports ferroviaires (Sntf), a annoncé hier l'entreprise dans un communiqué. La mise en circulation de la nouvelle ligne Tébessa/Alger se fera avec des

voitures contenant des places assises et des couchettes, «complètement renouvelées et répondant aux normes internationales en matière de sécurité, de qualité et de confort», a précisé la même source. La circulation inaugurale de cette nouvelle ligne aura lieu dans l'après-midi

d'aujourd'hui par un départ de Tébessa vers Alger, a ajouté la SNTF. Les dessertes en partance de Tébessa auront lieu les samedis, lundis et mercredis à 17h30, alors que les départs du train à partir d'Alger se feront tous les dimanches, mardis et jeudis à 18h40. F. G.

Amar T.

Selon le ministre du Commerce

«Les exportations du ciment atteindront 400 millions de dollars à l'horizon 2021»

■ Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a révélé, lundi soir à Biskra, que «les exportations du ciment algérien atteindront 400 millions de dollars à l'horizon 2021».

Par Salem K.

«Les recettes d'exportation du ciment algérien, de l'ordre de 20 millions de dollars en 2018, ont triplé cette année et ont atteint 60 millions de dollars et les indicateurs soulignent que les exportations en la matière atteindront 400 millions de dollars à l'horizon 2021», a déclaré le ministre à la presse, en marge d'une cérémonie d'exportation d'une cargaison de ciment du groupe industriel Cilas de la commune de Djemoura. Il



PHOTO soulignant que «l'Algérie peut répondre aux besoins des marchés de ces pays et peut devenir leur premier fournisseur en ciment en 2020». Le ministre a présidé, au siège du groupe Cilas, la cérémonie de deux opérations d'exportation de 35 000 tonnes de ciment vers la Côte d'Ivoire via le port d'Annaba et de 300 000 tonnes vers d'autres pays africains par la voie terrestre, indiquant que le groupe Cilas a exporté durant l'année en cours en 13 opérations un total de 500 000 tonnes de ciment. La cimenterie du groupe industriel privé Cilas de Djemoura, entrée en exploitation en 2016, emploie actuellement 600 salariés et est dotée des équipements de pointe dont le broyeur de clinker. La cimenterie est considérée comme une des infrastructures phare de la région dans le domaine de production des matériaux de construction, selon les données de la fiche technique de l'unité. S. K./APS

a ajouté que l'Algérie, dont les capacités de production de ciment ont atteint 40 millions de tonnes/an, est capable d'exporter jusqu'à 20 millions de tonnes,

relevant que les besoins du marché local en ciment avoisinent 22 millions de tonnes/an. Le ministre a relevé que des «marchés promoteurs» dans la com-

mercialisation du ciment, le clinker notamment, s'ouvrent à l'Algérie dans l'Afrique de l'Ouest, en Guinée Bissau, au Sénégal, au Gabon et au Mali,

Pétrole

Le Brent à plus de 61 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient orientés à la baisse hier en cours d'échanges européens, dans le sillage de la veille, les yeux braqués sur les négociations commerciales sino-américaines et les remous au Moyen-Orient. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 61,91 dollars à Londres, en baisse de 0,85 % par rapport à la clôture de

lundi. A New York, le baril américain de WTI pour décembre lâchait 0,91 % à 56,53 dollars. La veille, le Brent a perdu 1,4 % et le WTI 1,2 %. Les inquiétudes sur les «progrès limités» des discussions entre les Etats-Unis et la Chine «pèsent sur les prix», a constaté Al Stanton, analyste. Ce dernier pointe des informations de presse indiquant un certain flou à Pékin sur les espoirs d'un

accord commercial, alimenté par des propos de Donald Trump estimant qu'il n'y avait «pas d'accord pour supprimer les droits de douane» que s'imposent mutuellement les deux premières puissances économiques mondiales. «L'humeur se fait plus pessimiste à Pékin», a abondé Craig Erlam, analyste. «Cependant, les pertes sont limitées par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient»,

a ajouté M. Stanton, citant la saisie dimanche d'un navire remorquant une plateforme de forage en mer Rouge par des rebelles Houthis du Yémen, une information rendue publique lundi par la coalition militaire sous commandement saoudien. L'Iran traverse également une période agitée : depuis vendredi, des manifestations violentes contre une hausse soudaine du prix de l'essence

ont fait au moins deux morts et ont poussé Téhéran à couper l'accès à internet. Membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Iran dispose des quatrièmes réserves prouvées de pétrole au monde, selon la dernière édition du «Bilan statistique de l'énergie mondiale» publié chaque année par le groupe pétrolier britannique BP. Malek Y.

Suisse

Baisse de plus de 5 % des exportations en octobre

L'excédent commercial de la Suisse a fléchi en octobre sur fond de repli des exportations dans la chimie et la pharmacie, un secteur phare de son économie, a annoncé hier l'administration fédérale des douanes (AFD). En octobre, les exportations ont chuté de 5,3 % en valeur nominale, à 19,3 milliards de francs suisses (17,6 milliards d'euros) tandis que les importations se sont contractées de 2,4 % à 16,9 milliards, ont indiqué les douanes dans un communiqué. La balance commerciale a bouclé le mois d'octobre sur un excédent de 2,4 milliards de francs suisses, contre 3 milliards le mois précédent, ont-elles détaillé. En septembre, les exportations avaient bondi de 8,8%, «fixant ainsi la barre très haut», ont nuancé les douanes dans le communiqué, notant cependant que le commerce extérieur de la Suisse connaît une stagnation depuis le début de l'année. Le recul sur le mois d'octobre est imputable à la chimie et à la pharmacie, le premier secteur d'exportations en Suisse, en baisse de 10,9%. Le mois précédent,

les exportations de ce secteur clé pour l'économie suisse avaient rebondi de 19,2 %, la pharmacie faisant du «yo-yo» depuis le début de l'année, ont résumé les

douanes dans le communiqué. Les exportations du secteur des machines et de l'électronique, un autre pan important de l'économie suisse, ont par contre pro-

gressé de 1,5 % par rapport au mois précédent tandis que les exportations horlogères ont légèrement augmenté. Les exportations vers l'Union européenne, le

premier partenaire commercial de la Suisse, se sont contractées de 2,3 % par rapport au mois précédent, 10,4 milliards de francs suisses. A. Y.

Bourse

A Wall Street, les indices à un record malgré les hésitations commerciales

Les principaux indices de la Bourse new-yorkaise ont franchi un nouveau record, en dépit de signaux contradictoires sur le front commercial sino-américain. Le Dow Jones Industrial Average, l'indice vedette de Wall Street, a gagné 0,11 % pour terminer à 28 036,22 points. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, s'est apprécié de 0,11 %, à 8 549,94 points et l'indice élargi S&P 500 de 0,05 % à 3 122,03 points. Les investisseurs ont tenté lundi de digérer les dernières

rumeurs sur la guerre commerciale que se livrent Pékin et Washington. Si l'optimisme était de mise durant le week-end après des propos encourageants du conseiller économique de la Maison-Blanche, Larry Kudlow, le ton s'est refroidi quand CNBC, citant une source gouvernementale chinoise, a indiqué que Pékin était plus pessimiste sur la signature d'un accord. La Chine aurait manifesté sa déception face au refus du président américain, Donald Trump, de soutenir une levée

des droits de douane punitifs sur les importations chinoises. «Les acteurs du marché se rendent compte qu'ils ne peuvent pas espérer grand-chose au sujet d'un accord commercial. Ils se montrent assez sceptiques sur ce que la "phase 2" de l'accord pourrait signifier», ajoute l'experte. Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine reculait légèrement, s'établissant à 1,814 % vers 21h25 GMT contre 1,831 % vendredi à la clôture. Agences

Changes

La livre sterling reste ferme face à l'euro et au dollar

La livre sterling restait ferme hier face à l'euro et au dollar, après avoir profité la veille de sondages encourageants pour les conservateurs britanniques. Hier matin, la livre valait 1,2947 dollar (-0,05 %) et s'échangeait à 85,48 pence pour un euro, exactement comme la veille à la clôture. Lundi, elle était montée jusqu'à 85,22 pence pour un euro, un

niveau plus vu depuis mai. «Les conservateurs ont renforcé leur avance dans les sondages sur les élections du 12 décembre, ouvrant la voie à plus de clarté concernant le Brexit, et donc à une hausse de la livre», a expliqué Han Tan, analyste. Cinq sondages publiés ce week-end ont crédité les conservateurs menés par Boris Johnson de 42 % d'in-

tention de vote en moyenne, contre 30 % pour les travaillistes. Plus globalement, le marché demeurerait calme hier, l'euro se stabilisant face au billet vert à 1,1067 dollar (-0,05 %). «Le principal moteur sur le marché des changes reste l'économie américaine, et sur ce point, il n'y a pas de nouvelle information», a souligné Kit Juckes, analyste. R. E.

Tamanrasset

Un programme spécial pour accompagner le développement dans la région

■ Le ministre de l'Intérieur, Salaheddine Dahmoune, a annoncé à Tamanrasset, un programme spécial pour accompagner le développement dans cette wilaya.

Par Nassima A.

« **U**n programme spécial a été retenu pour accompagner le développement dans la wilaya de Tamanrasset qui a déjà enregistré un bon développement en matière de couverture en électricité et gaz naturel », a affirmé M. Dahmoune, lors d'une séance de travail consacrée à l'évaluation de l'exécution des programmes de développement, dans le cadre de Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales. Le ministre a souligné que « l'Etat œuvrera à la consolidation du développement économique dans cette wilaya du grand Sud du pays », ajoutant que le programme spécial « permettra de répondre, selon les priorités et en fonction des potentialités existantes, aux attentes et préoccupations de la population locale ». M. Dahmoune a ajouté, à cet égard, que « les jeunes se tailleront une grande part dans la participation au développement et bénéficieront de l'accompagnement pour monter des micro-entreprises ». Il a fait l'annonce aussi de la création prochaine d'un fonds spécial pour le financement des start-up, dont les jeunes des régions du Sud auront « une grande part ». Dans ce contexte, le ministre a appelé les jeunes à acquérir des qualifications offertes par les établissements de la formation professionnelle, leur permettant de s'insérer dans le monde du travail, de mettre en valeur leurs capacités et compétences et, ainsi, de s'impliquer dans la dynamique de développement de l'économie nationale. « D'importantes décisions ont été prises dernièrement

par le gouvernement pour améliorer la prise en charge sanitaire des citoyens des régions du Sud du pays », a souligné le ministre avant de révéler que « les régions de Tazouk, Aباessa et Silet vont bénéficier de projets d'alimentation en gaz naturel ». Le ministre a, par ailleurs, rendu un grand hommage à l'Armée nationale populaire (ANP) pour ses efforts déployés pour assurer la protection des frontières et garantir la sécurité et la stabilité, avant d'appeler à appuyer les efforts de l'ANP. La wilaya de Tamanrasset s'est vue accorder entre 2016 et 2019 un financement plus de 20 milliards DA, tous secteurs confondus, pour la réalisation des projets de routes, d'énergie, d'aménagement urbain, d'éclairage public et de réalisation de puits pastoraux. Tenue au nouveau siège de la wilaya de Tamanrasset, cette rencontre a été mise à profit par le président de l'Assemblée populaire de la wilaya (P/APW), El-Ouandri El-Maghili, pour soulever une série de préoccupations portant sur l'octroi d'une tranche supplémentaire de différents programmes d'habitat, le renforcement des travaux de réalisation de la RN-1 et



du tronçon reliant Tamanrasset à Tin-Zaouatine, l'ouverture de nouveaux circuits pour promouvoir les activités touristiques dans la région et l'aménagement d'établissements pédagogiques. Le ministre de l'Intérieur a, auparavant, procédé au lancement d'un projet de centre d'accueil d'immigrés clandestins, d'une capacité de 600 places, implanté à l'entrée Sud de Tamanrasset, entrant dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant la prise en charge des immigrés clandestins dans le respect des droits de l'homme et des conventions signées à ce titre par l'Algérie. Selon le ministre, ce centre offre toutes les conditions

nécessaires de prise en charge des migrants clandestins, dont la prise en charge sanitaire, avant leur rapatriement vers leurs pays, ajoutant que toutes les procédures nécessaires seront prises pour l'achèvement de cette structure d'accueil. Le ministre a poursuivi sa tournée dans la région par l'inauguration du siège du service régional des moyens de communications de la sûreté nationale, où il a suivi un exposé sur les différentes missions dévolues à ce service. Sur site, M. Dahmoune a mis en avant l'importance de la formation continue et son rôle dans la promotion de la mission des élé-

ments de ce corps de sécurité, avant de signaler que neuf sessions de formation ont été initiées au profit de 800 policiers. Le ministre de l'Intérieur a également inspecté le chantier du siège de la police judiciaire mobile, avant d'inaugurer une école de police à Tamanrasset, composée de 12 salles de cours, un amphithéâtre de 300 places et un parcours d'entraînement. M. Dahmoune a aussi procédé, au deuxième et dernier jour de sa visite de travail, à l'inauguration du nouveau siège de la wilaya de Tamanrasset.

N. A./APS

Mostaganem

Production de plus de 375 000 qx de raisin la saison écoulée

Plus de 375 000 quintaux de raisin ont été produits dans la wilaya de Mostaganem la saison agricole écoulée, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le chef du bureau irrigation à la DSA, Miloud Beloufa a indiqué que la production à la campagne de vendanges (août et septembre derniers) a connu une baisse de 34 pc par rapport aux prévisions suite aux vents chauds de juillet dernier. La quantité produite à partir des différents variétés de raisins de

table dont la marque locale connue sous le nom de « Adhari » a atteint plus de 122 000 qx pour un rendement de 34 qx par hectare. La campagne a aussi permis de récolter environ 248 000 quintaux de divers raisins de transformation. La superficie productive a atteint la campagne 2019 plus de 10 000 ha sur un total de 11 140 ha réservée à la viticulture dans la wilaya dont notamment les raisins de transformation de 8 100 ha. Cette culture est répandue notamment dans la région-est de la

wilaya de Mostaganem, notamment à la Dhara dont Achaacha, Sidi Lakhdar, Hadjadj, Benabdelmalek-Ramdane et Sidi Ali. La production de raisins a atteint l'année dernière dans la wilaya de Mostaganem, 400 000 qx la plaçant à la 3^e place au niveau national et troisième en terme d'importance après les maraichers et les agrumes (2^e au niveau national pour chaque filière), selon les données recueillies par le même responsable. **Samy Y.**

Skikda

La commune de Khenak-Mayoun bénéficie de plusieurs projets de développement

La collectivité de Khenak-Mayoun a, dans le cadre du fonds de garantie et de solidarité intercommunal, bénéficié d'une série de projets de développement dans divers secteurs, a indiqué le président de l'assemblée populaire communale, Said Bouâziz.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des citoyens et de la valorisation de la courbe de développement tracée par l'APC pour son actuel mandat, a indiqué la même source. A cet effet, la commune de Khenak-Mayoun a bénéficié d'un projet pour la

réalisation d'une route agricole et touristique reliant la RN 132 à la plage de Sidi Abderrahmane sur une distance de 5,5 km, en plus de la réfection des routes reliant Chatoufi à Belaouinat et Tahra, au chef-lieu de la commune. Le secteur de l'hydraulique a également bénéficié de trois projets

portant sur l'éradication des points noirs à travers la réalisation de réseau d'assainissement au niveau des cités Ternachi Ouled Ali et Tahra, ainsi qu'au village de Laouinat, a-t-il ajouté. Par ailleurs, l'alimentation en eau potable sera renforcée par les projets de

renouvellement de la conduite d'adduction de la station de pompage d'Oum Lahdjar, deuxième tranche, et du réseau de distribution d'eau potable à l'entrée de Laouinat, deuxième tranche.

En plus du réaménagement du stade communal et de l'aire de jeux de la région d'Ouaterz, la collectivité de Khenak Mayoun a bénéficié d'un autre stade de proximité à Belouinat où il ne reste plus qu'à conclure les procédures administratives relatives au lancement des travaux. Le bilan des activités de l'APC de l'année 2019 sera présenté prochainement aux citoyens de cette commune, a indiqué par ailleurs M. Bouâziz.

R. R.

Lamia Y.

Mila

Le barrage Béni Haroun atteint son plus haut niveau de remplissage

Les précipitations de pluies recueillies par la wilaya de Mila depuis fin octobre passé ont permis au barrage de Béni Haroun d'atteindre son plus haut niveau de remplissage, apprend-on auprès de la direction de wilaya des ressources en eau. Le barrage emmagasine actuellement 1 milliard m³, a précisé la même source indiquant que le plus bas niveau du barrage durant l'année en

cours a été de 955 millions m³. A la même période de l'année passée marquée également par d'importantes pluies automnales, le barrage avait débordé sa digue, a rappelé la même source qui a souligné qu'en 2019, le barrage s'est rempli dès la seconde semaine du mois de janvier et le trop plein a continué à être déversé jusqu'au mois de juin. Bien que le barrage alimentait 6 wilayas en eau

potable ainsi que le périmètre d'irrigation de Teleghama (4 447 hectares), le volume d'eau emmagasiné n'est descendu qu'à 955 millions m³ en septembre passé avant que le niveau de l'eau ne commence à monter de nouveau, ont ajouté les services de la direction des ressources en eau.

Sahara occidental

La Minurso «devient progressivement une mission de consolidation de l'occupation marocaine»

■ La Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), déployée dans la région depuis 1991, «en plus de ne pas s'acquitter de sa mission principale, devient progressivement une mission visant à consolider l'occupation marocaine du territoire sahraoui», a déclaré le représentant du Front Polisario en France, Oubbi Bucharaya Bachir.

Par Sabiha O.

Le représentant du Front Polisario est revenu longuement dans son exposé, lors de la Conférence internationale sur la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles tenue au Sénat français, sur les derniers développements concernant la question sahraouie, à la lumière de la récente résolution 2494 (2019) du Conseil de sécurité et de la position du Front Polisario sur la question. «Le contexte entourant l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de sa dernière résolution le 30 octobre est décevant et amène le peuple sahraoui à perdre espoir en la capacité et la volonté des Nations unies de résoudre le conflit, après six mois sans nomination de successeur de Kohler», ancien Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, a dénoncé le diplomate sahraoui. S'exprimant lors de cette Conférence internationale tenue au cours du week-end à Paris, M. Bucharaya a souligné que le Front Polisario «n'accepterait pas la poursuite de la situation actuelle et prendrait des mesures décisives pour protéger le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance». «Le Maroc ne peut pas continuer son intransigence en essayant de détourner où de blo-



quer le processus de règlement de la manière actuelle sans le soutien inconditionnel qu'il reçoit des membres du Conseil de sécurité et de l'Union européenne», a-t-il ajouté. Et il a averti, à cet égard, que «ce type de soutien encourage le Maroc à poursuivre son occupation et conduit la région à une nouvelle escalade et à la confrontation militaire, ce qui n'est pas dans l'intérêt de la région et de l'Europe». Après avoir examiné l'action en justice intentée par le Front Polisario contre l'accord d'association UE-Maroc pour imposer la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles, M. Bucharaya a rappelé que la Cour

de justice de l'Union européenne (Cjue) avait prononcé trois condamnations historiques 2016 et 2018 en faveur du peuple du Sahara occidental. Le diplomate a souligné également les résultats obtenus à cet égard, indiquant qu'il était important d'exercer plus de pressions politiques, juridiques et sur le terrain, sur les autorités d'occupation marocaines, pour mettre fin aux pillages systématiques impliquant des partenaires étrangers, principalement des investisseurs européens. Les participants à la Conférence tenue au Sénat «se sont réjouis» du succès de la rencontre et se sont engagés à mener «toutes les actions néces-

saies en direction de l'UE pour que s'appliquent les arrêts de la Cjue en faveur de la préservation des ressources du peuple sahraoui et ce, jusqu'à son indépendance». Dans une déclaration finale, les participants «se réjouissent du succès de cette conférence, qui a permis à nouveau d'affirmer de manière claire et juridiquement assurée la souveraineté du peuple sahraoui sur l'ensemble de ses ressources naturelles» et rappellent que cette rencontre a été rendue possible «grâce à l'engagement de la sénatrice Christine Prunaud et à l'attention que la section relations internationales du Parti communiste français porte à l'ap-

plication du droit de la décolonisation, en particulier pour le peuple du Sahara occidental». Cette Conférence de Paris, organisée aussi par l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (AARASD), «poursuit la réflexion déjà menée en octobre 2018 à Gonfreville-l'Orcher et s'inscrit dans le cadre du travail mené par les conférences annuelles de l'Eucoco (Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui), celle de Paris-Vitry en 2017 et la suivante tenue à Madrid en 2018, se félicite encore les participants».

S. O.

Libye

Mettre fin au conflit est une perspective réaliste, selon l'envoyé de l'ONU

Malgré la récente escalade des hostilités dans et autour de la capitale libyenne Tripoli, l'envoyé de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a estimé devant le Conseil de sécurité qu'il jugeait réaliste de pouvoir mettre fin au conflit. M. Salamé a commencé son exposé en dénonçant la frappe aérienne qui a visé aujourd'hui une biscuiterie dans le quartier de Wadi Rabi'a, à Tripoli, et aurait fait dix morts et plus de 35 blessés. «Il semble que la majorité des morts soient des migrants», a-t-il dit. Au-delà de cette tragédie, il a noté que les lignes de front dans le sud de la capitale libyenne sont très fluides et qu'il y a une implication croissante de mercenaires et de combattants d'entreprises militaires privées étrangères, ce qui entraîne une intensification de la violence. «L'utilisation de moyens aériens et technologiques de précision est devenue une caractéristique dominante d'un conflit de faible intensité», a souligné M. Salamé. Il a rappelé que l'aéro-

port de Mitiga, près de Tripoli, restait fermé depuis plus de deux mois et demi à cause de bombardements aveugles et de frappes aériennes. Selon lui, il faut que cet aéroport rouvre dès que possible. Il a précisé qu'en collaboration avec les ministres de l'Intérieur et des Transports du gouvernement de l'Accord national, il travaillait sur un certain nombre de mesures pratiques pour atteindre cet objectif. S'agissant du processus poli-

tique, il a remercié le gouvernement allemand pour ses efforts destinés à préparer le sommet international sur la Libye qui doit avoir lieu à Berlin. «J'ai bon espoir que le processus de Berlin aboutisse à un succès», a dit M. Salamé. «À l'appui du processus de Berlin, j'ai noué de nombreux contacts avec le Premier ministre Serraj et les commandants des forces du gouvernement de l'Accord national et j'ai également rencontré le

général Haftar et des responsables politiques qui le soutiennent. Un accord est possible sur le règlement du conflit et sur les bases d'un retour au processus politique». Selon l'envoyé de l'ONU, «mettre fin au conflit et se mettre d'accord sur la voie à suivre est une perspective réaliste». «Les parties sont connues. Les grandes lignes de l'accord sont connues. Les options pour une constitution temporaire ou pour un cadre constitutionnel à

plus long terme existent. Une législation électorale a déjà été élaborée. Tout cela est éminemment possible. Tout ce qu'il faut maintenant, c'est que vous, la communauté internationale, vous réunissiez pour fournir le cadre nécessaire pour que les parties libyennes elles-mêmes unissent leurs efforts pour mettre fin au conflit et pour reprendre le dialogue», a-t-il conclu à l'adresse du Conseil de sécurité.

Fella Y./Agences

Tunisie

Dépôt des candidatures aux élections municipales partielles

Le dépôt des candidatures aux élections municipales partielles en Tunisie, décidées par l'instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), a démarré lundi, rapporte l'agence TAP. Prévues le 26 janvier prochain, ces élections concernent les municipalités des gouvernorats de Battan et Denden (La Manouba), Nefza (Béja), Ksibet Thrayet (Sousse) et Reggada (Kairouan). Ce scrutin partiel a été décidé le 12 novembre, après la démission collective des membres

de ces conseils municipaux. Selon un communiqué publié par l'ISIE, le dépôt des candidatures se poursuivra au niveau des sièges des instances régionales des élections (IRIE) jusqu'au 25 novembre. L'annonce des listes validées aura lieu après la fin des recours le 2 janvier prochain. La campagne électorale sera, quant à elle, lancée du 4 au 24 janvier. Les sécuritaires et les militaires voteront le 25 janvier, jour de silence électoral, selon la même source. Les résultats préliminaires

seront proclamés par l'ISIE au plus tard le 28 janvier. Les résultats définitifs seront proclamés dans un délai maximum ne dépassant pas le 6 mars 2020, après l'achèvement des recours. Les cartes d'accréditation des observateurs et représentants des listes de candidatures obtenues lors des élections municipales du 6 mai 2018 sont valables pour l'observation des élections partielles dans ces municipalités, précise la même source.

R. M.



Proche-Orient

Washington ne considère plus les colonies israéliennes contraaires au droit international

■ L'administration de Donald Trump a donné lundi un nouveau coup de canif au consensus international sur le conflit israélo-palestinien, en annonçant que les États-Unis ne considéraient plus comme illégales les colonies de l'État hébreu en Cisjordanie occupée.

Par Rosa C.

Après la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël et celle de la souveraineté de l'État hébreu sur le Golan syrien, il s'agit d'une nouvelle décision spectaculaire en rupture avec la tradition diplomatique américaine, aussitôt saluée par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et dénoncée par l'Autorité palestinienne. «Après avoir examiné soigneusement tous les arguments de ce débat juridique», l'administration Trump conclut que «l'établissement de colonies de civils israéliens en Cisjordanie n'est pas en soi contraire au droit international», a déclaré le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo devant la presse. Il a tenu à présenter cette annonce comme un retour à l'interprétation du président Ronald Reagan au début des années 1980, se démarquant surtout de la précédente

administration démocrate de Barack Obama qui avait vivement condamné la colonisation. Mais la politique américaine s'appuyait en fait jusqu'ici, au moins théoriquement, sur un avis juridique du département d'État remontant à 1978, selon lequel «l'établissement de colonies de population dans ces territoires» n'était «pas conforme au droit international». Ces colonies installées sur les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967 sont en effet jugées illégales par l'ONU, et une grande partie de la communauté internationale voit en elles un obstacle majeur à la paix. Mike Pompeo a donc décidé que cet avis de 1978 était caduc. «La vérité, c'est qu'il n'y aura jamais de solution judiciaire au conflit, et que les débats sur qui a raison et qui a tort au regard du droit international n'apporteront pas la paix», a-t-il estimé. Il a également fait valoir que cette décision ne préjugait pas du «statut final» de la

Cisjordanie, dont le sort dépendra de futures négociations entre Israéliens et Palestiniens, rendues très hypothétiques par un processus de paix au point mort. L'administration Trump tarde d'ailleurs à dévoiler son propre plan de paix, rejeté par avance par les Palestiniens. Mais la décision américaine pourrait être interprétée comme un nouveau coup de pouce à Benjamin Netanyahu, qui a proposé d'annexer une partie des colonies de Cisjordanie occupée, au moment où les partis israéliens mènent de difficiles tractations pour former un gouvernement. Pour le chef du gouvernement sortant, l'interprétation de son plus proche allié «est le reflet d'une vérité historique: que les juifs ne sont pas des colonisateurs étrangers en Judée-Samarie», selon le nom biblique utilisé en Israël pour désigner la Cisjordanie occupée. Washington n'est «pas qualifié ou autorisé à annuler des dispositions de droit international et n'a pas le droit de légaliser des colonies israéliennes», a au contraire protesté le porte-parole de la présidence palestinienne, Nabil



Abou Roudeïna. L'Union européenne s'est aussi rapidement démarquée, en rappelant sa position «claire» et «inchangée»: «toute activité de colonisation est illégale au regard du droit international et compromet la viabilité de la solution à deux États et les perspectives d'une paix durable». Aux États-Unis, la

sénatrice démocrate Elizabeth Warren, candidate à la Maison-Blanche, a dénoncé le revirement américain, affirmant qu'elle l'annulerait si elle était élue. «Ces colonies ne violent pas seulement le droit international, elles rendent la paix plus difficile à réaliser», a-t-elle tweeté. R. C.



Commentaire

Témoignage

Par Fouzia Mahmoudi

Si les Démocrates semblent désormais très motivés à mener la procédure de destitution visant Donald Trump jusqu'au bout, ce dernier ne laisse pas apparaître plus d'appréhension que cela face à l'enquête qui le vise. Le président américain a ainsi annoncé cette semaine vouloir permettre au Congrès de «se concentrer» sur le travail législatif. Il répondait aux critiques de Nancy Pelosi. «La cheffe des Démocrates au Congrès, Nancy Pelosi 'la nerveuse', a suggéré que je témoigne dans l'enquête bidon en destitution. Elle a même dit que je pourrais le faire par écrit», a tweeté le président américain. «Même si je n'ai rien fait de mal et n'aime pas apporter de crédit à cette parodie de justice, j'aime cette idée et, afin que le Congrès puisse de nouveau se concentrer (sur son rôle législatif), je vais envisager sérieusement» de témoigner, a-t-il ajouté. Nancy Pelosi avait reproché à la veille au milliardaire Républicain de critiquer l'enquête sur les réseaux sociaux. «S'il n'est pas d'accord avec ce qu'il entend, il ne devrait pas tweeter, il devrait venir devant la commission et témoigner sous serment», avait-elle déclaré sur la chaîne CBS. «Il peut aussi le faire par écrit, il a les moyens de défendre son dossier», avait ajouté le leader Démocrate. Donald Trump est soupçonné d'avoir abusé de ses pouvoirs à des fins personnelles en demandant à l'Ukraine d'enquêter sur le Démocrate Joe Biden, qui pourrait l'affronter lors de la présidentielle de 2020. Les Démocrates ont ouvert une enquête à la Chambre des représentants, qu'ils contrôlent, afin de déterminer s'il a exercé des pressions sur Kiev pour parvenir à ses fins, notamment en gelant une aide militaire cruciale pour ce pays en guerre avec la Russie. Après six semaines d'auditions à huis clos, ils ont commencé la semaine dernière à interroger publiquement plusieurs témoins, qui ont décrit les efforts déployés en Ukraine par l'avocat personnel du président Rudy Giuliani en marge des canaux officiels de la diplomatie américaine. Huit autres témoins sont attendus cette semaine, dont l'ancien ambassadeur américain auprès de l'Union européenne Gordon Sondland, qui discutait directement avec le président. Mais la Maison-Blanche a interdit aux proches conseillers de Donald Trump de répondre aux injonctions parlementaires et de fournir les documents réclamés. Reste à savoir si Donald Trump qui se complait à briser tous les codes et à toujours faire ce qu'il ne devrait pas, se présentera de lui-même devant les enquêteurs pour répondre aux questions les plus embarrassantes de cette procédure ou s'il sera plus prudent et laissera l'enquête suivre son cours en espérant que les Démocrates ratent leur coup et échouent à déloger Donald Trump avant la fin de son (premier ?) mandat à la Maison-Blanche.

F. M.

Liban

Le Parlement reporte l'examen de lois controversées fustigées par la rue

Le Parlement libanais a dû renoncer hier, pour la deuxième fois, à l'examen de propositions de lois dénoncées par le mouvement de contestation qui secoue le pays depuis plus d'un mois, après de vives tensions dans le centre-ville de Beyrouth. «La séance a été reportée à une date qui sera déterminée ultérieurement», a annoncé un responsable du Parlement, Adnane Daher, lisant un communiqué devant les caméras de télévision. Il a évoqué l'absence de quorum et «les conditions exceptionnelles actuelles, en particulier sécuritaires». «C'est un nouvel accomplissement pour la révolution», s'est félicité Mohamed Ataya, un manifestant de 28 ans, selon qui cette séance ne pourra se tenir «tant que le peuple contrôle la rue, et avec cette énergie». «A bas le pouvoir voyou, le peuple est la ligne rouge», a lancé au mégaphone un manifestant dont les slogans ont été repris en cœur. Des bousculades, concert de casseroles et même tirs de semence avaient auparavant eu lieu dans le centre de Beyrouth, placé sous haute sécurité, où des centaines de manifestants s'efforçaient d'empêcher la tenue de la séance, selon des correspondants de l'AFP. Des accrochages limités ont opposés des protestataires aux forces de l'ordre équipées de casques et de boucliers,

notamment lorsqu'ils ont essayé à plusieurs reprises d'arracher les fils barbelés et les barrières en fer bloquant les rues et avenues menant à la place de l'Étoile, où se trouve le Parlement. Les tirs de semence ont résonné au passage d'un convoi, suscitant la colère des contestataires, d'après des images diffusées par la télévision privée LBC. «Révolution, révolution» ont scandé les manifestants, le poing levé, brandissant des drapeaux libanais. Outre l'accès au Parlement rendu difficile, plusieurs partis avaient annoncé qu'ils boycotteraient la séance qui devait se tenir à huis clos, et avait déjà été reportée il y a une semaine sous la pression des contestataires. «Ils veulent une amnistie pour échapper aux (accusations) d'évasion fiscale et lâcher dans la rue les criminels», a dénoncé auprès de l'AFP Tracy, 24 ans, fustigeant un Parlement «illégitime». Le Liban, qui se trouve dans une situation économique et financière très délicate, est secoué depuis le 17 octobre par un soulèvement inédit réclamant le départ d'une classe dirigeante jugée corrompue et incompétente. Ce mouvement mobilise des centaines de milliers de Libanais de tous bords. Dans ce contexte, l'examen de plusieurs propositions de loi controversées, notamment une loi d'amnistie générale qui engloberait des milliers de

personnes, a suscité le courroux des protestataires. Les manifestants assurent que cette loi d'amnistie pourrait exonérer des personnes condamnées ou soupçonnées d'implication dans des affaires d'évasion fiscale ou encore de crimes environnementaux, dans un pays confronté au fléau de la corruption. Techniquement, cela serait possible car l'amnistie concerne tous les crimes sauf ceux qui sont nommément exclus, a assuré à l'AFP l'ONG spécialisée dans les questions juridiques Legal Agenda. Elle a estimé que la loi représentait «un grand danger» car incluant, selon elle, «les crimes des corruptus au pouvoir». La séance parlementaire devait également examiner une proposition de loi concernant la création d'un tribunal spécialisé dans les crimes financiers ou liés à la gestion des fonds publics. Le texte prévoit que les juges soient nommés par le Parlement, ce qui met en question leur indépendance et porte atteinte à la séparation des pouvoirs, a encore signalé Legal Agenda. Après plus d'un mois de crise, aucune solution politique n'est en vue: sous la pression de la rue, le Premier ministre Saad Hariri a démissionné le 29 octobre et les consultations parlementaires indispensables pour former un nouveau gouvernement n'ont toujours pas été lancées.

«D'un univers à un autre»

Nouvelle exposition de Khaled Rochdi Bessaih

■ Une exposition de peinture revisitant l'univers figuratif du peintre italien Amadeo Modigliani (1884-1920) avec une touche contemporaine et une palette chatoyante, montée par le plasticien algérien Khaled Rochdi Bessaih, se poursuit jusqu'au 25 novembre à Alger.

Par Adéla S.

Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), la nouvelle exposition du plasticien, intitulée «D'un univers à un autre», se tient à la villa Dar Abdeltif. Formes étirées, visages sans regard ou déconstruits, constituent l'essentiel de cette exposition qui puise son inspiration dans l'œuvre du peintre italien, un des symboles de l'art moderne, en optant pour de nouveaux

modèles, une palette de couleurs chaudes et chatoyantes et une précision assimilée aujourd'hui à l'art numérique. Dans ses œuvres, Khaled Rochdi Bessaih s'inspire lui aussi des masques propres au théâtre italien qu'il déconstruit pour réassembler des visages à la symétrie inversée ou en fragments évoquant un miroir brisé, tout en reproduisant des modèles féminins occidentaux des années 1920 et en restant fidèle aux costumes et accessoires. Des portraits de marins à la tête étirée, de clowns

ou cou disproportionné ou encore de femmes portant la touche étirée et décalée de Modigliani, constituant l'essentiel de cette exposition se distinguent par un grand travail sur la couleur. La majeure partie des figures proposées sont également issues de «Peinture en poésie», une précédente exposition de l'artiste en 2016. Ces tableaux évoquent toujours un comportement, une attitude, un malaise ou un sentiment et non des personnages physiques. Quelques œuvres, inspirées de mangas et de la bande dessinée, issues de précédentes expositions de l'artiste, sont également exposées. Diplômé en droit et plasticien autodidacte, Khaled Rochdi Bessaih compte à son actif trois expositions individuelles en Algérie. Il est également sculpteur et musicien. Inaugurée samedi, l'exposition «D'un univers à un autre», est ouverte aux visiteurs jusqu'au 25 novembre à la villa Dar Abdelatif à Alger.

A. S./APS

Hani Y.



Samedi prochain à Djelfa

Des lectures poétiques en éloge du Prophète

Les amateurs du Madih religieux, poésie en éloge au Prophète (QSSL), seront samedi prochain en rendez-vous avec des lectures poétiques de Madih, organisées par la bibliothèque principale de lecture publique «Djamel-Eddine-Bensaâd» de Djelfa, a-t-on appris lundi, auprès du directeur de cet établissement culturel. L'animation de cette manifestation, organisée en collaboration avec le bureau de wilaya de

l'Union des écrivains algériens (UEA), sera assurée par les meilleurs poètes de la wilaya, qui vont rivaliser dans la présentation du meilleur de leur cru, en matière de Madih du Prophète (QSSL), a indiqué Abdeghani Rezgoui. Ces lectures poétiques ont pour objectif principal de contribuer à l'activation de l'acte culturel au niveau de cette bibliothèque publique, visant l'encouragement de la lecture, tout en faisant de cet espace cul-

turel, un cadre propice pour les hommes de lettres et les poètes, mais également tous les acteurs de la scène culturelle et scientifique locale», a-t-il souligné. Il s'agira, également, a ajouté le responsable, d'offrir une «opportunité de rencontre et d'échanges pour les poètes», tout en proposant des moments de plaisir et de délectation aux nombreux amateurs du Madih religieux, a-t-il précisé.

Cinéma

Les grands studios américains vont pouvoir détenir des salles de cinéma

Tous les grands studios américains vont pouvoir détenir des salles de cinéma aux Etats-Unis, ce qui était jusqu'ici interdit à la plupart d'entre eux, a annoncé lundi un responsable du ministère américain de la Justice chargé de la concurrence. La séparation entre production et distribution des films est en vigueur aux Etats-Unis depuis 1948, en vertu d'un accord entre les studios et ce ministère. Le gouvernement américain avait en 1938 attaqué en justice les cinq grands studios d'Hollywood, qu'il accusait d'entente pour contrôler l'industrie tout entière. Dans un discours prononcé lundi devant l'Association américaine des avocats (ABA), un adjoint du ministère de la Justice, Makan Delrahim, a annoncé que le ministère allait demander à un tribunal de mettre fin à cette séparation obligatoire. Après examen, le gouvernement estime qu'il est «peu probable» que les studios liés par cette interdiction et toujours en activité aujourd'hui puissent s'entendre de nouveau pour contrôler l'industrie du cinéma. Parmi les cinq studios concernés figurait Paramount, MGM, Warner Bros, 20th Century Fox, tous encore en activité, et RKO Pictures, disparu en 1959. Plusieurs grands studios, principalement Disney, Sony ou Netflix, nés après cette interdiction, n'étaient pas concernés par elle. «Ce serait une erreur de la part des autorités de la concurrence de brider le potentiel de l'innovation tournée vers le client», a expliqué Makan Delrahim. «Nous ne pouvons pas faire comme si la

distribution et la projection des films étaient la même qu'il y a 80 ans». La levée de l'interdiction porte également sur une pratique baptisée «block booking» qui consistait pour les studios à exiger d'une salle ou d'un réseau de salles qu'ils projettent plusieurs de leurs films et non un seul, sous la menace de les priver de toute leur offre.

«Le Mans 66» en tête du box-office nord-américain

«Le Mans 66», film américain sur la légendaire course d'endurance automobile française des 24 Heures du Mans, a pris la tête

du box-office nord-américain ce week-end, laissant sur place le porte-avions «Midway», selon les chiffres définitifs publiés lundi par la société spécialisée Exhibitor Relations. Le blockbuster de James Mangold («Logan», «3h10 pour Yuma»), avec à l'affiche les deux superstars américaines Matt Damon et Christian Bale, raconte comment le constructeur automobile Ford a tenté de redorer son blason en s'attaquant au mythe Ferrari lors de l'édition 1966 de la célèbre course d'endurance. Ce film d'action («Ford v Ferrari» dans sa version originale) a généré 31,5

millions de dollars de recettes pour son premier week-end d'exploitation aux Etats-Unis et au Canada. Il devance au classement le film de guerre «Midway» (Roland Emmerich) qui revient, à coups de spectaculaires scènes de combats aériens, sur la campagne du Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour sa deuxième semaine dans les salles obscures nord-américaines, «Midway» a ramassé 8,5 millions de dollars en trois jours (34,9 millions au total depuis sa sortie). Le podium est complété par «Charlie's Angels» (Elizabeth Banks), énième adap-

tation de la série télévisée «Drôles de dames», qui signe des débuts décevants avec seulement 8,35 millions de dollars de recettes. En quatrième place on retrouve la comédie familiale «Playing With Fire», dans laquelle des pompiers parachutistes sont contraints de jouer les baby-sitters, avec 8,3 millions (25,3 millions en deux semaines). Elle devance une autre comédie, plus romantique, «Last Christmas», qui a amassé pour sa deuxième semaine, à l'approche des fêtes de fin d'année, 6,5 millions de dollars (22,3 millions au total).

R. C.

Restitution du patrimoine

La France remet au Sénégal le sabre d'Omar Saïdou Tall, chargé d'histoire et de signification politique

Le Premier ministre français, Edouard Philippe, a symboliquement remis dimanche au président du Sénégal, Macky Sall, un sabre matérialisant l'histoire entre leurs pays, mais aussi l'engagement du président Macron à commencer la restitution à l'Afrique de son patrimoine. En visite au Sénégal, le Premier ministre a remis à Macky Sall le sabre d'Omar Saïdou Tall, une très belle pièce de fer, de laiton, de cuir et de bois avec son étui faisant partie des collections du Musée de l'armée à Paris.

«Première étape»

S'il ne s'agit pas encore à proprement parler d'une restitution, ce geste en est «la première étape», a dit le Premier ministre au cours d'une cérémonie à la présidence sénégalaise, en présence des descendants de l'ancien propriétaire. Parmi des accords politiques ou commerciaux signés dimanche, a été par-

phée une convention prévoyant le dépôt du sabre au Musée des civilisations noires de Dakar pour cinq ans, le temps que soit rédigée en France une loi sur la restitution proprement dite. Le sabre se trouve déjà depuis plusieurs mois au Musée de Dakar sous la forme d'un prêt. «Nous sommes liés par l'histoire», a dit M. Philippe en faisant référence à la colonisation et aux relations privilégiées après l'indépendance du Sénégal, «et ce lien prend un accent particulier aujourd'hui».

«Intenses et légitimes réclamations»

Le président sénégalais a rappelé que «depuis des décennies, les restitutions font l'objet d'intenses et légitimes réclamations» de la part des pays africains. Au cours d'un discours à Ouagadougou le 28 novembre 2017, Macron avait souhaité que «d'ici cinq ans, les conditions soient réunies pour des

restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique». «Ce jour est historique. Voici que les descendants d'anciens belligérants se retrouvent et sympathisent comme pour signer définitivement la paix des braves», a déclaré le président sénégalais. «C'est symbolique. On nous l'avait prêté mais là on va nous le restituer», a dit à l'AFP le directeur du Musée des civilisations noires de Dakar, Hamady Bocoum. Comme d'autres présents à la cérémonie, il a dit attendre davantage. «On est prêt à tout prendre», a-t-il dit. La restitution proprement dite, que ce soit d'un objet ou d'un groupe d'objets, doit donner lieu à une loi parce qu'ils appartiennent aux collections nationales et que la propriété en est «inaliénable et imprescriptible», dit-on à Matignon où on souligne que ces restitutions s'inscrivent dans une politique plus large de coopération culturelle.

Tami Y.



Classement mondial féminin ITF de Tennis
Inès Ibbou gagne deux places

L'ALGÉRIENNE Inès Ibbou a gagné deux places dans le nouveau classement mondial féminin, dévoilé lundi par la Fédération internationale de tennis (ITF), se positionnant ainsi au 178^e rang. Autre progression algérienne dans le Ranking de cette semaine, celle de Hanine Boudjadi, ayant gagné six places, pour se positionner au 1776^e rang, au moment où sa sœur, Yassamine, a perdu deux places, régressant ainsi au 1863^e

rang, elle qui avait réalisé une ascension de treize places il y a une semaine. Autre régression algérienne ce lundi, celle de l'Oranaise Amira Benaïssa, désormais 1524^e, après une perte de quatre places dans cette nouvelle hiérarchie de l'ITF, toujours dominée par l'Australienne Seone Mendez qui caracole en tête, devant l'Égyptienne Sandra Samir et la Brésilienne Thaisa Grana Pedretti.

Badminton / Open international du Cameroun
L'EN a remporté quatre médailles de bronze

LA SÉLECTION algérienne de badminton a décroché quatre médailles de bronze à l'Open international du Cameroun, disputé du 14 au 18 novembre au Palais des sports de Yaoundé avec la participation de 24 pays. Les médailles algériennes ont été remportées en double par Mohamed Ouchefoun-Lynda Mazri, Seifddine Larbaoui-Halla Boukasni, Lynda Mazri-Halla Boukasni et Mohamed Ouchefoun-Seifddine Larbaoui. Le président de la Fédération algérienne de la discipline, Amin Zoubiri, s'est dit «satisfait» des résultats obtenus lors de ce rendez-vous international. «Les médailles décrochées par nos jeunes athlètes à Yaoundé sont très motivantes pour l'avenir, d'autant plus que nous avons engagés des juniors dans une compétition consacrée aux seniors qui sont en course pour obtenir leur ticket aux Jeux olympiques de Tokyo 2020», a-t-il déclaré. La 3^e édition de l'Open international

du Cameroun a été marquée par la visite du président du Comité olympique international (CIO), l'Allemand Thomas Bach, et le président de l'association des comités olympiques africains, l'Algérien Mustapha Berraf, qui n'ont pas manqué d'éloges sur les jeunes badistes algériens. Par ailleurs, Zoubiri a indiqué que la doublette composée de Youcef Sabri Medal et Koceilla Maameri, va prendre part à l'Open de Zambie prévu fin novembre à Lusaka, avant de se rendre aux Etats-Unis début décembre pour participer à un autre tournoi. Medal et Maameri seront également présents à l'Open international d'Afrique du Sud prévu fin décembre. «Nous avons tracé un programme spécifique pour ces deux athlètes, afin qu'ils prennent part à un maximum de tournois et récolter le plus grand nombre de points en vue d'une qualification aux JO-2020», a-t-il fait savoir.

Athlétisme
Cérémonie en l'honneur de Makhloufi à Souk Ahras

LE COUREUR Toufik Makhloufi a été honoré lundi soir, au siège de la wilaya de Souk Ahras, après avoir remporté la médaille d'argent du 1500 m des Championnats du monde d'athlétisme disputés à Doha (Qatar). Natif de Souk Ahras, l'athlète Makhloufi a été honoré par le wali de ladite wilaya, Lounès Bouzegza, la direction de la Jeunesse et des Sports, le président d'APC de Souk Ahras et le président de la ligue d'athlétisme de Souk Ahras. Le wali de la wilaya de Souk Ahras a estimé que le niveau de prestation de Toufik Makhloufi «a témoigné de la capacité concurrentielle des jeunes sportifs algériens», met-

tant en avant le travail et la persévérance de Makhloufi qui lui ont permis d'atteindre le sommet. Le parcours sportif de cet athlète et ses sacrifices «doivent être une source d'inspiration pour plusieurs jeunes sportifs de différentes spécialités qui porteront l'emblème nationale lors des différentes manifestations internationales», a-t-il poursuivi. Accompagné de son père, le coureur Makhloufi a exprimé sa joie quant à l'initiative des autorités de la wilaya de Souk Ahras, affirmant qu'il continuera ses efforts afin d'obtenir d'autres médailles lors des prochains rendez-vous sportifs.

Championnat national universitaire de handball messieurs
L'équipe de Béjaïa haut la main

L'ÉQUIPE de l'Office des œuvres universitaires (Onou) de la wilaya de Béjaïa a remporté le championnat national universitaire de handball messieurs, qui a pris fin lundi à Tiaret. L'équipe de l'Onou de Sétif s'est adjugée la deuxième place et l'équipe d'El Oued a complété le podium de ce tournoi qui s'est déroulé sous forme d'un mini-championnat avec la participation de six équipes. L'équipe de Béjaïa a été honorée lors d'une réception

marquée par la remise des diplômes aux équipes participantes à ce championnat organisé par l'Office des œuvres universitaires de la wilaya de Tiaret et l'université Ibn Khaldoun dans le cadre d'une convention entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Jeunesse et des Sports et la contribution de la direction du secteur et la ligue d wilaya de handball de Tiaret.

Eliminatoires CAN-2021 (2^e journée - Gr. H)/Botswana 0-Algérie 1

Les Verts intraitables même à l'extérieur

■ L'équipe nationale algérienne a encore une fois réussi une belle performance en battant le Botswana sur le score de (1/0) chez lui à Gaborone, renforçant de ce fait sa place de leader du groupe H pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2021.



Six sur six pour les Algériens

Par Mahfoud M.

Les Fenecs ont démontré qu'ils restaient intraitables même à l'extérieur de leurs bases, étant donné qu'ils ont décroché les trois points du succès alors que logiquement le Botswana partait avec les faveurs du pronostic puisque le match se jouait chez lui et devant son public. Il faut savoir qu'il s'agit là de la 18^e rencontre sans aucune défaite et le deuxième match consécutif lors de ces éliminatoires que les Verts ont débuté de fort belle manière en l'emportant sur le score sans appel de (5/0) au stade Tchaker face à la Zambie,

jeudi dernier. C'est dire que les Algériens ont terminé l'année 2019 de fort belle manière avec des statistiques très éloquentes qui en disent long sur le travail accompli par le coach national, Djamel Belmadi, et ses poulains. La victoire des Verts a été possible grâce à un fabuleux but de l'attaquant de la formation saoudienne du Ahly Djeddah, Youcef Belaïli qui a, à la 14^e logé la balle dans le coin du filet après avoir botté un corner direct sur la gauche du portier botswanais. Les Verts pouvaient bien ajouter d'autres buts avec les nombreuses occasions qu'ils se sont créées, mais la précipitation des attaquants ne leur a pas permis

de corser la mise. C'est en tout cas là une belle opération pour les champions d'Afrique qui ne devraient pas trouver de difficultés à arracher le billet qualification pour la prochaine édition qui aura lieu au Cameroun. Le driver des Verts, Djamel Belmadi, s'est dit satisfait de ce succès qui permet à son équipe de se rapprocher de plus en plus de la qualification, même s'il s'est dit très remonté contre le fait que les joueurs adverses ont utilisé d'une agressivité incompréhensible à l'égard de ses éléments, avouant aussi que le terrain a handicapé l'équipe qui n'a pas pu développer son football habituel. M. M.

Schalke 04
Bentaleb pourrait reprendre

Le milieu international algérien de Schalke 04 (Div.1 allemande de football), Nabil Bentaleb, éloigné des terrains depuis septembre, pourrait retrouver la compétition dès la semaine prochaine avec l'équipe réserve de la formation de la Ruhr, rapporte lundi la presse locale. Toutefois son retour à la compétition dépendra de l'avis de son entraîneur : «Dans le cas de Bentaleb, un joueur doit s'entraîner durant 5 mois pour retrou-

ver ses capacités». Victime d'une déchirure du ménisque, Bentaleb (24 ans) a été opéré en septembre dernier. L'ancien joueur de Tottenham (Angleterre) n'a joué aucun match cette saison et plusieurs médias ont indiqué que les dirigeants de Schalke aimeraient le vendre durant le prochain mercato. Bentaleb s'entraîne depuis deux semaines avec les U23 de Schalke pour retrouver ses capacités physiques. Annoncé

sur le départ durant l'intersaison au Werder Brême, cette blessure a mis fin aux négociations et le joueur algérien a fini par rester au club de la Ruhr cette saison. Bentaleb en disgrâce avec les dirigeants de son club depuis la fin de la saison dernière, avait été également écarté de la sélection algérienne sacrée championne d'Afrique lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 cet été en Egypte.

MC Saïda
Hamdad Kouider à la barre technique

Hamdad Kouider a été désigné nouvel entraîneur du Mouloudia club de Saïda (MCS) évoluant en ligue 2 professionnelle de football, a-t-on appris lundi de la direction du club. Le nouveau coach remplace Sabeur Bensmail désigné mercredi dernier à la barre technique de l'équipe nationale de

football de la catégorie des U 20 ans, a-t-on indiqué. Hammad Kadirou a souligné qu'il œuvrera pour réaliser des résultats positifs avec le MCS, appelant tous les fans du club à se mobiliser pour le soutenir matériellement et moralement durant la saison footballistique en cours. Le MC Saïda affrontera le DRB

Tadjjanet mercredi prochain au stade «13-Avril-1958» de Saïda pour le compte de la 13^e journée du championnat de Ligue 2. Une prime d'encouragement est promise aux joueurs en cas de victoire, a-t-on fait savoir. Le MCS occupe actuellement la 13^e place au classement de ligue 2 professionnelle avec 14 points.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Eau potable à Béjaïa

100 milliards pour le renouvellement de la conduite principale

«UNE ENVELOPPE de 100 milliards de centimes a été allouée pour le renouvellement de la conduite principale 700mm alimentant, en eau potable, la ville de Béjaïa à partir de la source bleue», a annoncé le président-directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE) Amirouche Smail lors d'une visite de travail qu'il a effectuée avant-hier à Béjaïa. Selon le même responsable, «les travaux de réhabilitation de cette conduite vétuste débiteront avant la fin de l'année en cours». L'opération de rénovation et de sécurisation de cette conduite se fera sur 22 km au niveau d'Oued Agarioun. Cela a été annoncé lors d'une séance de travail ayan regroupé M. Amirouche P-DG de l'ADE, le wali, le vice-président de l'APW ainsi que certains directeurs de l'exécutif. «L'étude de ce projet est finalisée voire achevée» selon la cellule de communication de la wilaya. Une enveloppe financière de 5 milliards de dinars a été dégagée hier par le ministère des Ressources en eau pour financer les travaux. Un dispositif d'urgence va être incessamment installé en attendant l'achèvement des travaux de réalisation de ce projet pour intervenir en cas de besoin. La réhabilitation de cette conduite va mettre fin aux récurrentes coupures d'eau générées par les dommages causés par les crues d'Oued Agarioune lors de lâchers d'eau du barrage d'Ighil Amda et aussi lors des intempéries en période hivernale. La rencontre

de M. Amirouche et les autorités de wilaya a permis aussi d'examiner les insuffisances enregistrées au niveau de la wilaya en matière d'alimentation en eau potable, notamment au niveau de la haute vallée de la Soummam où six communes en l'occurrence Ighram, Boudjelil, Béni M'likeche, Tazmalt, Ait R'zine et Ighil Ali devraient bénéficier d'ici peu de l'eau du barrage de Tichi-Haf. Ceci en sus de la nouvelle zone industrielle de Béni Mansour. Par ailleurs, les travaux de réalisation de la première station de dessalement d'eau de mer de Toudja (Béjaïa) vont être, incessamment, lancés. Cela a été annoncé hier lors de la visite du P-DG de l'ADE. «Le marché devait être examiné en commission intersectorielle lundi prochain», précise la cellule de communication de la wilaya. Initialement prévue pour 50 000 m³/j, la capacité de la station va passer à 200 000 m³/j. Elle sera installée sur le littoral Ouest, commune de Toudja, au lieu-dit Tighremt, sur un terrain du domaine forestier. Ce projet est de nature à soulager et à sécuriser en approvisionnement en eau potable surtout les villageois de Toudja, Adekar, Taourirt Ighil, Tifra et les communes de la bande maritime, comme Saket, Béni K'sila et Boulimat. Le réseau d'AEP de la ville de Béjaïa sera également renforcé avec un nouveau raccordement à cette station.

Hocine Cherfa

Tizi Ouzou/Réseau de gaz naturel

Sonelgaz confronté à un déficit de 80 000 sur une capacité de 306 000 abonnés

LES CAPACITÉS des réseaux de distribution de gaz naturel dans la wilaya de Tizi Ouzou ne sont pas totalement exploitées faute d'installation domestique dans les foyers. Le déficit est estimé à plus de 80 000 d'une capacité globale de la wilaya de l'ordre de 306 000 foyers. Les raisons de ce manque à gagner pour une meilleure rentabilité de l'investissement de l'Etat dans l'acheminement du gaz naturel dans la wilaya de Tizi Ouzou sont diverses dont la cherté des installations pour de nombreuses familles. Ces informations ont été révélées hier sur les ondes de la radio locale par Ouacif Sedik responsable à la direction de l'énergie. Si le taux de pénétration des réseaux de distribution et de transport dans la wilaya de Tizi Ouzou est de 86% soit 306 000 foyers en revanche seulement 226 000 s'approvisionnent actuellement en gaz naturel. Le même responsable a estimé le nombre de foyers non encore raccordés à 26.000 dont 8 000 au niveau des trois communes de Zekri, Akerou et Ait Chafaa. Ces trois communes sont les dernières à être alimentées en gaz naturel à la faveur du

lancement la semaine dernière du projet de gazoduc 16 pouces qui va relier les wilayas de Tizi Ouzou et Béjaïa. Le montant de ce projet ayant bénéficié d'un dégel est 4,7 milliards de dinars pour réaliser 51,6 km de canalisation de transport dont 36 sur le territoire de la wilaya de Tizi Ouzou. Le projet confié à Kanaghaz devrait être livré dans un délai de 18 mois. Néanmoins Ouacif Sedik n'a soutenu que 3000 foyers issus de la commune d'Akerou en 2020. Le même responsable a souligné que le coût de raccordement d'un foyer depuis ce gazoduc coûtera 40 millions de centimes. Du programme quinquennal 2010-2014 devant permettre la réalisation de 5 000 km de canalisations pour alimenter 149 000 foyers plusieurs régions attendent son achèvement notamment des populations des communes d'Ath Ziki, Illitène, Ouadhias, Maatkas et Ait Yahia Moussa en raison des oppositions des habitants au passage des réseaux de distribution et de transport. Pour Ath Ziki, Ouacif Sedik a annoncé la mise en service avant la fin de l'année alors que pour Illitène la levée des oppositions est en cours.

Hamid M.

Agression israélienne à Gaza

Avant

Après



Loumis

Djalou@hotmail.com

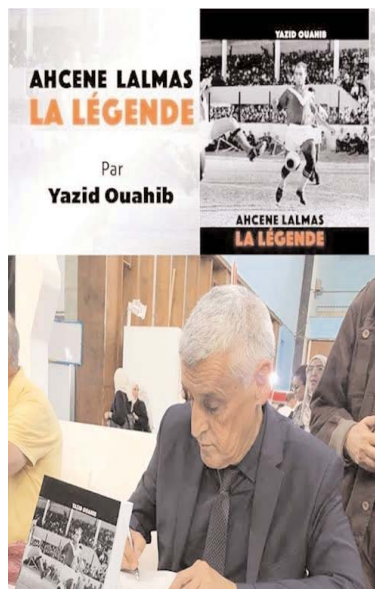
«Ahcène Lalmas... La Légende» à l'honneur

Yazid Ouahib souhaite sauver de l'oubli les icônes du sport national

Le journaliste Yazid Ouahib a appelé à «défendre la mémoire des figures emblématiques du sport national», à travers l'édition d'ouvrages variés à leur effigie, dans une forme de «lutte contre l'oubli et de reconnaissance pour les services qu'elles ont rendus à leur pays», souvent au prix d'énormes «sacrifices», en considérant cette initiative comme «un minimum» envers ces personnes.

Par Akram.S

Un appel lancé essentiellement à l'adresse de la nouvelle génération de journalistes, car jeunes et dynamiques. Des qualités jugées indispensables par Ouahib, particulièrement dans le travail de recherche et d'investigation qui précède l'édition de l'ouvrage, car c'est ce qui permet de recueillir les informations, les témoignages, les photographies, les enregistrements et les vidéos nécessaires. Le journaliste du quotidien «El Watan» a lancé cet appel lors d'une cérémonie organisée dimanche à Alger par le nouveau propriétaire du CR Belouizdad, le Groupe Madar Holding, après la parution de son livre, dédié à l'ancien international Ahcène Lalmas, qui avait fait les beaux jours de ce club algérois. Un ouvrage de 400 pages, intitulé «Ahcène Lalmas ... La Légende» et dans lequel Ouahib a relaté aussi bien la vie que la riche carrière de cet ancien milieu de terrain d'exception, élevé d'ailleurs par ses pairs au grade de meilleur footballeur



algérien de tous les temps. Yazid Ouahib, l'homme aux plus de 40 ans d'expérience dans le monde de la presse écrite, a adressé cet appel aux jeunes et aux moins jeunes, les exhortant à «généraliser» son initiative avec Lalmas, en publiant leurs propres ouvrages, sur d'autres figures emblématiques du sport national, car méritant tout autant

d'être «sauvées de l'oubli». Il a profité de l'occasion pour solliciter la contribution des autorités, en leur demandant d'adhérer énergiquement à ce projet, car bien souvent, leur aide pourrait s'avérer salutaire, comme cela aurait pu être le cas avec l'ancien défenseur central de la glorieuse équipe du FLN, Mustapha Zitouni. «Lorsque Zitouni a été atteint de la maladie d'alzheimer, sa femme avait demandé à ce que sa pension d'ancien moudjahid ne lui soit plus versée en dinars algériens, mais en devise. Ce qui lui aurait considérablement facilité la vie, car il vivait et se faisait suivre médicalement en France. Malheureusement, sa requête a été rejetée, et je trouve cela inadmissible envers une icône du football national, qui a beaucoup donné à son pays», a-t-il regretté, en appelant une nouvelle fois les autorités «à être présentes à l'avenir» pour éviter d'autres cas de ce genre. L'ancien journaliste à l'Algérie Presse Service (APS) Ali Selhani, a abondé dans le même sens, lui qui a édité deux livres dernièrement. Le premier intitulé «Les archives du football algérien» et le second «CR Blouizdad, 55 ans».

A.S./APS